

Discours à l'occasion de l'AG de la FEDOM
Vendredi 25 mai 2018 - Paris

Madame la Ministre des Outre-mer,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Messieurs les Conseiller du Président de la République et du Premier ministre
Monsieur le Général commandant le SMA,
Mesdames et Messieurs les membres des cabinets ministériels,
Mesdames et Messieurs les entrepreneurs, chers membres de la FEDOM,
Mesdames et Messieurs les journalistes,
Chers amis,

Disons le tout de suite, l'année 2017 n'aura pas été une bonne année pour les Outre-mer. Entre catastrophes climatiques, mouvements sociaux d'envergure, chômage encore trop élevé et déclin démographique aux Antilles, tout cela fit écrire à un esprit chagrin : « les outre-mer brûlent 'ils ? »

Le gouvernement auquel vous appartenez a du faire face à cette situation et l'on vous a vu, personnellement, payer de votre personne pour éteindre les incendies, rassurer les populations au terme de négociations compliquées où l'esprit de dialogue n'inspirait pas toujours vos interlocuteurs.

Ce qui est d'autant plus désolant...que ce n'est pas nouveau. Tous vos prédécesseurs et notamment Ericka Bareigts ont du faire face à de telles situations que certains commentateurs ont cru devoir analyser de façon péremptoire en considérant que les Outre-mer ne pouvaient avancer qu'au terme – et surtout - au prix de mouvements sociaux convulsifs.

Or si les Outre-mer brûlent Madame la ministre, c'est bien d'impatience en attente de la mise en œuvre, d'une part des conclusions des assises des Outre-mer et d'autre part de la révision des aides économiques.

Je vous l'avais dit en son temps, ce fut un pari risqué de remettre à plus tard, après la vaste concertation des assises, des mesures dont nous pensions qu'elles étaient urgentes et surtout portées par les milieux économiques depuis longtemps, expertisées et quasi prêtes à l'emploi.

Mais ce débat n'a plus lieu d'être et voici venu le temps des réponses, de vos réponses.

Vous nous aviez sollicité, dès votre prise de fonctions, pour co-constituer avec vous le nouvel écosystème des Outre-mer. Nous vous avons immédiatement dit oui et nous avons tenu parole.

Parce que nous considérons que votre ministère ne devait pas avoir qu'une seule source d'information ou de désinformation – Bercy- nous avons engagé la plus importante étude jamais réalisée par la FEDOM, avec l'aide du cabinet Mazars, pour d'une part chiffrer le plus précisément le montant du CICE et d'autre part élaborer plusieurs scénarios de remplacement.

Les chiffres vous ont été transmis, notre contribution aux différents scénarios le sera dans les tous prochains jours.

A cette occasion je voudrais à nouveau vous remercier pour l'écoute qui est la vôtre, ainsi que celle des membres de votre Cabinet, notamment autour de Dominique Sorain et de Fabrice Thibier.

Nous avons inauguré une nouvelle forme de travail en commun, dans le respect de nos missions différentes, mais avec la volonté commune de rechercher la meilleure solution et surtout de ne pas pénaliser les entreprises. Nous avons partagé le constat que ce qui était prioritaire et essentiel était de pérenniser et de renforcer tous les dispositifs, mêmes revisités, d'amélioration de la compétitivité de nos entreprises, notamment ceux en faveur de la baisse du coût du travail.

Nous y avons été très sensibles et je tiens très solennellement à vous en remercier.

Ceci étant être écouté par la ministre et son Cabinet, ne veut pas dire être toujours entendus.

Si nous partageons souvent diagnostic et préconisations, encore faut-il que vous arriviez à convaincre vos collègues du gouvernement.

Il m'est arrivé de penser que vous même et votre Cabinet deviez-vous sentir parfois bien seuls face à ceux qui n'observent nos territoires qu'avec une règle à calcul budgétaire.

Il vous faut argumenter et convaincre, convaincre encore et toujours que ce qui est bon pour l'économie est bon pour le développement, la création de richesses, la croissance et l'emploi.

Nous devons aussi argumenter, à notre niveau, avec les parlementaires et les ministres y compris le premier d'entre eux et même auprès du Président de la République, pour que les choses bougent enfin.

Nous y sommes déterminés et ce sera l'un de nos grands chantiers des semaines et des mois à venir.

Madame la ministre, nous vous faisons confiance, vous êtes l'une des nôtres et vous connaissez mieux que quiconque l'importance de l'enjeu.

Mais nous voudrions aussi que vous puissiez convaincre vos collègues que l'on ne peut pas toujours dupliquer Outre-mer des décisions ou mesures dont nous pouvons comprendre l'importance en métropole. Bien au contraire, l'approche différenciée et adaptée aux complexités de nos territoires éloignés devrait être la seule ligne de conduite possible, non seulement au bénéfice du développement économique de nos territoires, mais aussi, nous le croyons, au titre de l'efficacité budgétaire et de la bonne gestion de la dépense publique, à terme.

Nous l'avions dit à l'époque où un précédent gouvernement décida de geler les mesures d'aide – dont la défiscalisation - au photovoltaïque. Ce moratoire, dit moratoire Fillon, nécessaire pour mettre un terme dans l'hexagone aux effets d'aubaine, a tué la filière Outre-mer

Deuxième exemple, la suppression de l'allocation logement accession qui aura un impact économique et social désastreux, notamment à la Réunion où c'était l'un des principaux outils de lutte contre l'habitat indigne.

Troisième exemple, l'alignement sur les taux métropolitains (10,72% du prix de l'entrée en salle de spectacles cinématographique) de la TSA, la taxe spéciale additionnelle perçue par le CNC (Centre national du Cinéma) risque, à très court terme, d'entraîner la fermeture de toutes les salles de cinéma ultramarines tant cette surcharge des coûts d'exploitation est importante.

Ce sont des décisions de cette nature, qui donnent le sentiment d'être prises « d'en haut », sans connaissance du dossier et des impacts outre-mer, qui sapent la confiance des acteurs économiques aussi sûrement et durablement que les gros coups de rabots sur les exonérations de charges que nous avons connus.

Dernier exemple enfin, les délais de paiement dans certains de nos territoires. Serpent de mer s'il en est mais qui prend aujourd'hui une autre dimension, certaines entreprises qui ont pour certaines d'entre elles plus d'un an de chiffre d'affaires impayé, nous ayant informé qu'elles ne répondraient plus aux appels d'offre...

Face à cette carence de certaines collectivités, l'État doit prendre ses responsabilités. D'abord en sanctionnant les élus. Un chef d'entreprise qui ne paie pas ses fournisseurs est soit poursuivi soit liquidé. Quid d'un élu ?

Pourquoi ne pas mettre en place ensuite un fonds de règlement, alimenté par une partie des dotations globales de fonctionnement destinées à ces collectivités ?

Convaincre donc, encore et encore, que les Outre-mer méritent qu'on les respecte et qu'on les traite équitablement.

Qu'il y a des pépites exceptionnelles pour peu qu'on les fasse connaître et reconnaître.

On ignore trop souvent que le studio réunionnais PIPANGAÏ fait de notre pays un des leaders notamment des films d'animation, que de jeunes entrepreneurs guyanais ont mis au point des peintures révolutionnaires pour les ossatures bois, qu'à la Réunion, en Martinique et en Guadeloupe le digital connaît un essor exceptionnel qu'une entreprise réunionnaise enfin approvisionne l'immense majorité des chefs étoilés, partout dans le monde, en produits frais de la mer.

Je n'aborde pas, volontairement le débat institutionnel, car beaucoup de chefs d'entreprise considèrent que ce n'est pas la priorité, tant il reste à faire dans le domaine économique comme je viens de le rappeler.

Je ne veux pas prolonger ce propos car, encore une fois, c'est notre ministre que nous voulons entendre.

L'écrivain et philosophe suisse Henri-Frédéric Amiel écrivait au milieu du 19ème siècle :
« Décider lentement, entreprendre vite, mener à fin sans défaillance : qu'on est fort, quand on peut cela. »

Nous sommes dans ce cas de figure. La décision lente, ce furent les assises de l'Outre-mer, entreprendre vite, ce sont les mesures que vous allez prendre maintenant, être collectivement plus forts c'est le pari que je fais si ces réponses sont à la hauteur de l'attente.

Seul le prononcé fait foi